

LES FEMMES

Le budget

- 10 millions de dollars (sur 2 ans) afin de traiter du problème du nombre élevé de femmes autochtones assassinées ou disparues. On met un accent spécifique sur l'application de la loi et l'efficacité du système de justice. C'est une nouvelle initiative.
- La santé des mères et des enfants avec un intérêt international sur la hausse des dépenses mondiales. Aucun financement n'a été engagé par le Canada; le gouvernement soulèvera plutôt cette question lors du Sommet du G8 en juin. Il est important de mentionner qu'un montant de 4,5 millions de dollars a été éliminé du budget pour l'aide internationale. C'est une nouvelle initiative.
- Augmentation mineure aux paiements de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) pour les familles monoparentales.
- Aucun changement aux paiements de transfert aux provinces et territoires.
- Diminutions des impôts frappant une société qui réduiront les revenus du gouvernement de 20 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.
- Coupures dans les dépenses fédérales pour un montant de 15 milliards de dollars sur 5 ans.
- Un engagement pour les fonds de stimulation économique de la deuxième année, incluant un allègement de l'impôt sur le revenu de 3,2 milliards de dollars; 1,6 milliard de dollars pour renforcer les prestations de l'assurance-emploi; 1 milliard de dollars pour améliorer les possibilités de formation pour les travailleurs; 7,7 milliards de dollars en nouvelles dépenses de stimulation économique; 1,9 milliard de dollars pour l'éducation postsecondaire. Ce n'est pas du nouveau financement.

Les effets concrets

Les nouvelles initiatives que contient ce budget, bien qu'importantes et nécessaires, ne font rien pour traiter de la réalité économique à laquelle les femmes sont confrontées. Les conséquences de l'augmentation aux paiements de la Prestation universelle pour la garde d'enfants seront minimales pour les parents monoparentaux.

Les fonds de stimulation économique renouvelés sont beaucoup utilisés pour les projets d'infrastructure comme les routes, les ponts et les édifices, et omettent une infrastructure sociale importante comme l'éducation, les services de garde, la santé et les services sociaux. Ces projets emploient principalement des travailleurs de la construction, des métiers, du transport, dont 7 % sont des femmes dans l'ingénierie, la fabrication et les industries du secteur primaire, des secteurs où 22 % sont des femmes. Il ne semble pas y avoir d'exigences quant à l'égalité des sexes incluses dans aucun de ces programmes de dépenses axés sur la stimulation économique.

Sans soutien authentique et investissement financier dans les secteurs dominés par les femmes comme l'éducation, les services de garde, la santé et les services sociaux, ces travailleuses sont de plus en plus vulnérables face aux conséquences de la privatisation et de la sous-traitance.

Les conséquences négligeables que le financement pour la stimulation économique de l'éducation postsecondaire aura pour redresser la crise financière, et ses conséquences sur la capacité financière et l'accessibilité, toucheront particulièrement les femmes. Les personnes les plus durement touchées par la hausse des frais de scolarité et d'une plus grande sous-traitance en raison du manque de financement sont les

femmes, les immigrants, les travailleurs/étudiants de couleur et les travailleurs/étudiants ayant un handicap. L'intérêt que porte ce gouvernement à la science et à la technologie favorise de façon disproportionnée les hommes plutôt que les femmes.

Le programme d'assurance-emploi (AE) demeure intact malgré les demandes répétées pour une réforme. Des changements aux exigences d'admissibilité et aux taux de prestations auraient particulièrement profité aux femmes qui sont surreprésentées dans les emplois à temps partiel et précaires, et des emplois typiquement exclus du programme. Parce que 70 % de tous les travailleurs et à temps partiel sont des femmes, et parce que les salaires horaires des femmes dans toutes les catégories d'emploi sont inférieurs à ceux des hommes, seulement environ 36 % des personnes qui reçoivent des prestations régulières de l'AE, à ce moment-ci, sont des femmes.

Les réductions des impôts touchant une société qui réduiront les revenus du gouvernement de 20 millions de dollars au cours des cinq prochaines années et serviront à réduire le montant de financement admissible disponible pour soutenir notre système public, ont des conséquences sur les programmes dont les femmes profitent et les emplois qu'elles occupent. Les hommes seront les plus importants bénéficiaires de ces coupures puisqu'ils occupent, de façon disproportionnée, les postes les plus élevés dans le secteur

corporatif/des affaires; et où 63 % des actions corporatives appartiennent à des hommes.

Ce budget ne fait rien pour soutenir ou augmenter notre système de régimes de retraite public et omet d'étendre le soutien aux femmes âgées à la retraite.

De meilleurs choix

La pauvreté que vivent les femmes serait redressée de façon importante avec un engagement et un investissement véritables dans les communautés des Premières nations; nos systèmes d'éducation et de santé; le programme national de garderies et les services de garde à l'enfance, les soins de longue durée, les logements abordables et les stratégies de transport.

Des fonds de relance économique alloués à la création d'emplois dans les secteurs dominés par les femmes comme les soins de santé, l'éducation, les services de garde, les services sociaux et les soins de longue durée stimuleraient immédiatement notre économie, en plus de profiter grandement aux familles et aux collectivités. Le renversement des réductions des impôts frappant une société et leur réaffectation dans la mise en œuvre d'un plan national de garderies abordables ou de meilleures prestations d'AE seraient une étape importante vers l'amélioration du soutien des femmes par le gouvernement.

Pour de plus amples renseignements, rendez-vous à <http://scfp.ca/budget>